

Greentechs : un manque d'investissements qui coûtera cher

Les Greentechs ont-elles les moyens de leurs ambitions ? Et de celles que le gouvernement veut leur faire porter ? Vincent Sciandra, directeur général de la startup Metron, lauréate du French Tech Green 20, appelle les investisseurs à mettre la main à la poche pour éviter que les pépites françaises de l'écologie ne partent trouver des financements ailleurs.

Republication du 15 décembre 2021

Le 3 mai dernier, le gouvernement annonçait les lauréats du programme French Tech Green 20 qui vise à accompagner les Greentechs françaises pour leur donner les moyens de se développer et de « passer à l'échelle ». Une initiative et une reconnaissance bienvenues, qui doivent être le point de départ d'une politique publique ambitieuse pour l'émergence des Greentechs en France.

Les solutions apportées par le numérique nous permettent d'adresser nombre des défis que nous affrontons collectivement aujourd'hui. La question écologique n'y fait pas exception. Des Greentechs, partout dans le monde, proposent des solutions et des innovations pour décarboner les secteurs de l'industrie, de l'énergie, de la mobilité ou encore de l'agriculture. Permettant

ainsi de concilier activité humaine et durabilité, et de résoudre l'équation qui a longtemps été le frein à la mise en place d'une politique écologique viable : respecter la planète tout en continuant à améliorer le niveau de vie de ses habitants.

Cela, les gouvernements à travers le monde l'ont bien compris et ont fait des Greentechs un enjeu stratégique. Les États-Unis ou la Chine créent des pôles d'excellence et financent très largement l'émergence de telles innovations. La France, pour sa part, amorce sa stratégie avec le label Green 20. Une première initiative positive, mais qui devra être complétée de moyens à la hauteur de l'ambition française, sans quoi elle risque de se voir distancée par ses concurrents internationaux.

Si nous voulons incarner ce tournant écologique, conserver nos talents et nous positionner en leader de ce nouveau paradigme, la reconnaissance seule ne suffira pas.

L'État doit mobiliser la puissance publique pour créer les conditions du financement des innovations. Nous sommes parfois encore confrontés à une attitude trop timorée de la part de certains organismes publics qui refusent le risque. Pourtant, l'investissement d'aujourd'hui fera la réussite de demain. Car oui, une jeune entreprise qui investit des millions d'euros dans la recherche n'est pas toujours rentable dans l'immédiat. Mais plutôt que de regarder les colonnes du bilan comptable, ayons une vision prospective et pensons aux bénéfices à long terme : ils seront écologiques, sociétaux et financiers.

Aujourd'hui, 57% des investissements mondiaux dans les Greentechs se font sur le territoire nord-américain, contre seulement 28% en Europe. Un chiffre difficile à comprendre quand on sait que notre écosystème bénéficie d'une avance technologique. Résultat : nos jeunes Greentechs européennes se voient proposer des financements étrangers massifs qui, lorsqu'ils sont acceptés, posent la question de la gouvernance de ces entreprises. Peut-on encore réellement les considérer comme européennes ?

Bien sûr, on observe des initiatives fortes de la part des institutions publiques : le gouvernement d'abord, investit de son côté 300 millions d'euros pour financer des Greentechs. La BPI, quant à elle, se réjouit que 85% des lauréates

du Green 20 soient issues de son portefeuille. Ces chiffres, théoriquement, sont positifs. Mais ils se traduisent mal dans les faits : le mécanisme d'investissement public n'a pas suivi le développement des startups. 300 millions d'euros semblent dérisoires face aux besoins de financement d'une licorne, surtout lorsque cette somme devra être répartie entre *a minima* les 20 startups du Green 20. Cela signifie-t-il que l'on ne peut pas espérer voir une Greentech devenir une licorne ?

Il est nécessaire que les sommes investies soient suffisantes et surtout mieux fléchées afin de pouvoir intervenir aux moments décisifs de la vie de ces entreprises.

Si la France ne prend pas rapidement conscience de cet enjeu, elle prendra une autre forme de risque : celui de voir partir ses jeunes pousses prometteuses, ou de les voir accepter des financements étrangers. Leur travail bénéficiera à d'autres puissances, qui auront su les attirer par leur écosystème favorable. Ce schéma s'est produit par le passé dans d'autres secteurs d'innovations de rupture. Je pense par exemple aux biotechs, dont nous avons payé le prix du départ à l'heure de la crise sanitaire. Qu'en sera-t-il à l'heure de la crise climatique ?

C'est pourquoi ce texte est un appel. En tant que fondateur d'une Greentech lauréate du programme Green 20, j'appelle l'État à se mobiliser pour stimuler notre écosystème et en faire l'un des plus attractifs au monde. Nous avons les talents, les idées et la volonté. Il ne manque aujourd'hui que le financement et l'ambition publique. La question climatique est suffisamment importante pour cela. Ces dernières années, nous avons collectivement pris conscience que secteurs public et privé étaient plus efficaces en collaborant. Poursuivons sur cette voie et partageons le risque si nous voulons, demain, partager les bénéfices.

Vincent Sciandra est directeur général de Metron

À lire aussi

L'engagement environnemental des entreprises dope la
hype des GreenTechs

Article écrit par VINCENT SCIANDRA